

Mettons le capitalisme à la retraite !

La contre-réforme des retraites de Macron est une manœuvre capitaliste visant à casser les conquits sociaux du salariat. Balladur en 1993, Fillon en 2003, Woerth en 2010 ou Delevoye en 2019... Les noms de « réformateurs » se suivent et tous poursuivent le même objectif : faire payer au salariat les conséquences des problèmes inhérents au système capitaliste. Qu'il s'agisse d'allonger les durées de cotisations, d'aligner les régimes spéciaux sur le régime général, d'éloigner l'âge de départ ou encore de calculer les pensions de manière de plus en plus désavantageuse, ces contre-réformes ne font que protéger les intérêts des capitalistes et leur assurer une armée de réserve précarisée taillable et corvéable à merci.

Les grandes mobilisations de 1995, 2003 et 2010 ont montré à quel point la réforme des retraites est sensible aux yeux du salariat organisé. Mais la victoire face au plan Juppé en 1995 n'a pas empêché Fillon de terminer le sale boulot en 2003. Et la défaite cuisante de 2010 a mis à mal le moral des couches les plus militantes du salariat.

Or aujourd'hui ce moral semble avoir repris des couleurs. Une certaine fébrilité agite le gouvernement, pour qui la partie s'annonce plus difficile que prévu. Et cette journée du 24 septembre, si elle est bien suivie, pourra donner le signal de départ de futures grandes mobilisations, même si une victoire aujourd'hui ne signifiera au final qu'un répit de quelques années.

Il est primordial de combattre pied à pied ce nouveau projet de casse des retraites. Ce nouveau système d'âge "pivot", variable selon l'allongement de l'espérance de vie, ne signifie au final qu'une suppression à terme de l'âge légal de départ à la retraite. Ce nouveau calcul des pensions sur la base de la valeur du point rendra les futurs retraités tributaires des cures d'austérité que nous réserve le capitalisme. Le calcul de la pension sur la base de l'ensemble de la carrière et non plus sur les 25 meilleurs années va encore alourdir la facture que paie le salariat féminin du fait des interruptions de carrières pour cause de maternité et du temps partiel subi, sans parler des pensions de réversion pour les ex-conjointes dont les modalités ne seront plus fixées par la loi mais par le juge des affaires familiales.

Alors bien sûr qu'il est important de se battre contre ces nouvelles régressions que nous promettent les capitalistes. Et le rapport de forces semble pencher en notre faveur, vu la nervosité du gouvernement après une année chargée socialement avec la crise des Gilets Jaunes. Gardons en tête cependant que tout comme nos conquits historiques, les victoires temporaires que nous pouvons obtenir ici ou là finiront par être mises à mal si nous ne mettons pas définitivement KO le système capitaliste !

La Riposte
Journal communiste

Contact: riposte.mail@gmail.com 06 50 84 67 66